

ABDELOUAHAB DERBAL, PRÉSIDENT DE LA HIISE :

«Plaidoyer pour des élections sans instance de surveillance»

«Je souhaite vivre le jour où l'Algérie organisera des élections sans Haute Instance de surveillance», tel est le souhait du président de la Haute Instance indépendante de surveillance des élections.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Le long de son intervention, hier, au forum du quotidien *El Moudjahid*, Abdelouahab Derbal n'a eu de cesse de faire les éloges de l'Instance qu'il dirige. Une «nouvelle expérience consacrée par la Constitution» révisée en février 2016 après de «larges concertations et un débat profond»

en réponse à la «lancinante question, celle liée à la régularité des scrutins en Algérie», a-t-il dit.

Ceci même si pour l'ancien ministre, il ne fait aucun doute que la HIISE «commettra inévitablement des erreurs», affirmant «n'avoir pas peur de l'erreur» et avouant que les textes régissant l'Instance qu'il pilote pèchent

par des lacunes. Dont l'obligation qui doit être faite aux candidats de dévoiler leurs visages sur leurs affiches électorales. Ce qui n'est pas le cas présentement avec l'épisode des visages floutés de certaines candidates aux élections législatives du 4 mai prochain, remerciant, au passage, la direction nationale du FFS d'avoir promptement réagi en intimant l'ordre à sa structure locale à Bordj-Bou-Arréridj, de refaire ses affiches électorales par lesquelles le scandale des visages floutés des candidates est arrivé.

Pour Derbal, cet aspect, aux côtés de bien d'autres «tares» et «écarts» ayant émaillé et émaillant encore le processus électoral pour le prochain scrutin législatif, est à mettre sur le compte de la culture politique qui fait encore défaut dans le pays, estimant que la «démocratie est une culture avant de constituer une pratique».

L'ancien cadre et député du Mouvement Nahda a invité la classe politique à se départir de la hantise de la fraude, qui s'est muée, selon

lui, en «peur de la régularité des scrutins». Il tiendra à rassurer que la HIISE garantira la régularité et la transparence des législatives du 4 mai prochain, affirmant que celui qui s'en joue constitue «un acte de trahison au pays en cette conjoncture difficile». Et d'estimer, dans ce sens, qu'il y a ce qui fait peur dans la région», considérant qu'une forte participation à ce scrutin constituera «un message de stabilité à l'intérieur et à l'extérieur du pays».

M. K.

EN MEETING À BOUIRA

Hanoune charge le FLN et propose un secrétariat d'État pour tamazight

Pari réussi pour la présidente du PT, Louisa Hanoune, qui a opté hier à Bouira, et pour la première fois de l'histoire du parti, pour un meeting au niveau de la place publique qui était réservée jusque-là aux seuls partis de l'opposition que sont le FFS et le RCD et... aux aouchs.

Hier, devant des centaines de militants et sympathisants du PT, qui étaient mis à l'aise par les organisateurs qui avaient loué des centaines de chaises installées en rangs au niveau de cette place, et depuis une scène montée la veille, la présidente du PT, Louisa Hanoune, n'a pas caché sa surprise et son admiration en voyant tous ces visages faits d'hommes et de beaucoup de femmes, venus l'écouter en supportant le soleil pendant plus d'une heure.

Cette euphorie a conduit la chef du Parti des travailleurs à développer un discours des plus critiques vis-à-vis de «la politique actuelle du pouvoir faite pour le bonheur d'une oligarchie qui s'est enrichie au détriment du peuple».

Un peuple qui s'est retrouvé, surtout durant ces dernières années, rassemblé dans une seule couche, la plus défavorisée ; une couche la plus démunie et qui constitue la majorité du peuple algérien tant même la couche moyenne s'est retrouvée ces dernières années, à la faveur de la politique d'austérité imposée par le gouvernement, incapable de trouver des solutions, rangée dans cette catégorie, alors qu'une minorité gouverne et adopte des lois des plus impopulaires et contre le peuple.

M^{me} Hanoune, dont le slogan de campagne est «Ça suffit ! Ça suffit maintenant !» n'a de cesse de répéter que l'actuelle équipe gouvernementale conduite surtout par le FLN doit être sanctionnée par les urnes. «Ensemble et tous aux urnes le 4 mai pour dire ça suffit au bradage des richesses et leur dilapidation, pour dire ça suffit à la corruption, oui pour une justice indépendante, oui pour une retraite anticipée sans condition d'âge, oui pour une véritable citoyenneté», dira-telle sous les applaudissements.

Cela étant, et puisque toutes ces politiques impopulaires ont été l'œuvre du FLN qui est au pouvoir, M^{me} Hanoune s'est longuement disserter sur ce parti. D'abord en rappelant que le programme du président de la République, celui suivi entre 2009-2014 et même celui pour lequel les Algériens l'ont reconduit en 2014, n'est pas celui qui est appliqué actuellement par le FLN. «Non, le programme appliqué depuis 2015 est celui d'une oligarchie qui a pris en otage l'Etat», dira-t-elle avant d'envoyer des fléchettes à l'actuel SG du FLN, Djamel Ould-Abbès.

Ainsi, la présidente du PT rappelle que le FLN qui avait libéré le pays du joug colonial appartenait à tout le peuple algérien et devait être mis au musée de l'Histoire dès l'indépendance du pays. «C'est une imposture politique que de dire que le FLN actuel est celui qui a libéré le pays», dira-t-elle en faisant remarquer que la politique actuelle est aux antipodes des objectifs de la Révolution qui étaient basés sur

une justice sociale. Outre cet impair reproché au SG du FLN, la présidente du PT dira également que «lorsque le SG du FLN dit que l'Algérie a été colonisée pendant 132 ans et le FLN qui l'a libérée va gouverner pendant 100 ans, est un précédent grave et constitue un véritable mépris au peuple, puisque c'est comme si le SG du FLN reconnaît implicitement que le peuple est toujours gouverné sous le système d'indigénat, le système des serfs et de colonat».

Par ailleurs, et puisque les temps sont aux festivités du 37^e anniversaire du Printemps amazigh d'Avril 1980, la présidente du PT, qui a rappelé son combat pour la reconnaissance de tamazight en tant que langue nationale et officielle, pour laquelle son parti s'est battu depuis 1965, dira qu'aujourd'hui que tamazight est consacrée par la Constitution algérienne comme langue nationale et officielle, le PT propose un secrétariat d'Etat pour la promotion effective de tamazight afin qu'elle soit introduite

dans les institutions comme la justice et les administrations, et pour que son enseignement soit généralisé à l'échelle de toutes les wilayas du pays.

Cela étant, la présidente du PT, qui rappelle que l'actuel pouvoir a prouvé ses limites et son incapacité à se rendre utile pour le peuple, appelle à une large mobilisation de toutes les couches de la société depuis les travailleurs, les paysans, les artisans, les étudiants, les chômeurs et tous les laissés-pour-compte, pour dire stop à ces politiques d'austérité qui appauvrissent le peuple. «Une politique dictée par une oligarchie et qui est appliquée par l'actuel gouvernement au détriment du peuple ; une oligarchie qui s'accapare les richesses du pays et fait le bonheur des multinationales et des sociétés étrangères», dira-t-elle.

D'ailleurs, tout au début de son meeting, la présidente du PT dira que ces élections sont étranges tant elles interviennent dans un

contexte où il est difficile de convaincre les citoyens, indignés par tant de mesures impopulaires, d'aller voter en rappelant que son parti respecte tous les avis, y compris ceux qui sont contre le vote.

Néanmoins, durant son intervention qui a duré près de 40 minutes, et voyant tout ce beau monde qui s'est déplacé, M^{me} Hanoune, qui rappelle, concernant la politique étrangère, le principe de non-ingérence dans les affaires internes des autres pays, dira à l'endroit de l'assistance qu'avec une mobilisation massive et une surveillance accrue des bureaux de vote et de tout le processus électoral pour combattre la fraude électorale, conjuguées aux candidats intègres comme ceux présentés par son parti, le Parlement pourra être cette tribune d'où les choses pourront changer surtout si son parti arrive à constituer un groupe parlementaire.

Y. Y.

CAMPAGNE DES LÉGISLATIVES

Faible engouement des citoyens durant les deux premières semaines

La campagne électorale pour les législatives du 4 mai prochain entame sa troisième et dernière semaine avec une intense activité des différentes formations politiques pour inciter les Algériens à aller voter, en dépit du peu d'engouement des citoyens constaté lors des différents meetings animés par les leaders des partis engagés dans ces élections, relèvent les observateurs.

Les activités partisanses se sont, en effet, multipliées ces derniers jours, les chefs des partis politiques sillonnant le territoire national afin de convaincre les populations locales à s'exprimer lors du scrutin législatif, premier rendez-vous électoral après la révision de la Constitution en février 2016.

Les leaders des partis prévoient d'animer près d'une trentaine de meetings populaires par jour contre une dizaine de meetings au début de la campagne, tout en intensifiant leur communication sur les réseaux sociaux.

Ils ont répété lors de leurs sorties l'importance d'aller voter dans un contexte «particulier» marqué notamment par une conjoncture économique difficile suite à la chute drastique des cours du pétrole.

Toutefois, la campagne électorale, «qui manque jusque-là de flamme» selon les observateurs, peine toujours à emballer les citoyens qui se montrent «moins enthousias-

més» par les programmes proposés et les promesses faites par les partis politiques.

Pour faire face à l'adhésion très relative des citoyens à cet événement, les imams ont appelé lors de la prière d'el djoumoua à sensibiliser les citoyens à une participation massive aux élections législatives du 4 mai, «décisive et importante pour le pays».

Le président du Haut Conseil islamique, Bouabdallah Ghlamallah, a appelé également samedi les jeunes à «voter massivement» lors des prochains législatives constituant, selon lui, «un tournant décisif dans l'histoire de l'Algérie», afin de «préserver la sécurité et la stabilité de l'Algérie».

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, avait affirmé lors de sa visite mercredi dernier à Oran qu'une large participation aux législatives du 4 mai «consolidera indéniablement notre patriotisme et renforcera la stabilité du pays». De son côté, le général de corps

d'armée Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale et chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a affirmé lors de sa visite à la 4^e Région militaire de Ouargla que le scrutin du 4 mai était «hautement vital» pour l'Algérie et les Algériens, relevant que le devoir de citoyenneté exige des personnels militaires de «participer dans l'accomplissement de ce devoir national hors des casernes aux côtés de leurs concitoyens».

Concernant le déroulement de la campagne électorale, le président de la Haute Instance indépendante de surveillance des élections (HIISE), Abdelouahab Derbal, a indiqué que le nombre des dépassements enregistrés était «très limité» comparativement au nombre important des candidats.

Selon les déclarations de M. Derbal, la campagne électorale se déroule de «manière satisfaisante et convenable» et les dépassements constatés concernent essentiellement l'utilisation des espaces réservés à l'affichage, la publicité commerciale sur les pages des journaux au profit des listes électorales ainsi que le tirage au sort des représentants des partis aux bureaux de vote.

A propos des candidates «sans visages» sur les affiches électorales qui ont suscité une vive polé-

mique, le premier responsable de la HIISE a demandé aux partis politiques concernés de se conformer à la législation en vigueur et modifier leurs affiches.

Pour sa part, l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV) a relevé la «sérénité» qui caractérise la couverture médiatique de la campagne électorale pour les législatives, en faisant prévaloir «un respect mutuel et une concurrence loyale entre les candidats dans l'exercice de la pluralité et de la diversité politiques».

Par ailleurs, la campagne électorale a été marquée par l'assassinat inédit du candidat du parti du Front de libération nationale (FLN) à la wilaya de Béjaïa aux prochaines législatives, Mohamed Saïd Djouder.

La police judiciaire de Béjaïa avait retrouvé mercredi dernier la dépouille mortelle du candidat porté disparu depuis le 30 mars dernier, mais avait exclu, toutefois, «toute charge politique inhérente à ce drame».

Les formations politiques ont axé leurs discours sur les défis politiques et socio-économiques auxquels fait face le pays, tout en expliquant leurs programmes destinés à améliorer le cadre de vie des citoyens, notamment les jeunes.

APS